

Нет автора

**Дипломатическая переписка. Шпицберген
1871-1912**

**Москва
«Книга по Требованию»**

УДК 93
ББК 63.3
Н57

Н57 **Нет автора**
Дипломатическая переписка. Шпицберген: 1871-1912 / Нет автора – М.: Книга по Требованию, 2021. – 85 с.

ISBN 978-5-458-11249-9

Из серии "Известия Министерства иностранных дел" (приложение к кн. 3, 1912).

ISBN 978-5-458-11249-9

© Издание на русском языке, оформление
«YOYO Media», 2021
© Издание на русском языке, оцифровка,
«Книга по Требованию», 2021

Эта книга является репринтом оригинала, который мы создали специально для Вас, используя запатентованные технологии производства репринтных книг и печати по требованию.

Сначала мы отсканировали каждую страницу оригинала этой редкой книги на профессиональном оборудовании. Затем с помощью специально разработанных программ мы произвели очистку изображения от пятен, клякс, перегибов и попытались отбелить и выровнять каждую страницу книги. К сожалению, некоторые страницы нельзя вернуть в изначальное состояние, и если их было трудно читать в оригинале, то даже при цифровой реставрации их невозможно улучшить.

Разумеется, автоматизированная программная обработка репринтных книг – не самое лучшее решение для восстановления текста в его первоизданном виде, однако, наша цель – вернуть читателю точную копию книги, которой может быть несколько веков.

Поэтому мы предупреждаем о возможных погрешностях восстановленного репринтного издания. В издании могут отсутствовать одна или несколько страниц текста, могут встретиться невыводимые пятна и кляксы, надписи на полях или подчеркивания в тексте, нечитаемые фрагменты текста или загибы страниц. Покупать или не покупать подобные издания – решать Вам, мы же делаем все возможное, чтобы редкие и ценные книги, еще недавно утраченные и несправедливо забытые, вновь стали доступными для всех читателей.

explorations entreprises dans ces régions inhospitalières par dévouement à la science, ainsi que le procédé correct et courtois qui l'engage à s'assurer préalablement des dispositions des autres Cabinets et des droits qu'ils auraient à faire valoir.

Le Ministère Impérial s'est empressé d'y répondre en soumettant cette question à une étude approfondie dont je me fais un devoir de Vous transmettre le résultat.

Ainsi que Vous voulez bien le constater, les questions de droit qui pourraient impliquer une possession effective des îles du Spitzberg, par l'une des Puissances à qui la découverte en est attribuée, ou qui ont à diverses époques tenté d'y créer des établissements, sont tellement obscures qu'il serait très difficile de les résoudre.

Il nous paraît dès lors plus pratique de ne point les aborder et de nous borner à la situation de fait maintenue jusqu'ici par un accord tacite entre les Gouvernements et qui fait considérer ce groupe d'îles comme un domaine indécis accessible à tous les Etats dont les nationaux cherchent à en exploiter les ressources naturelles.

Cette situation laisse place à tous les droits sans en léser aucun; elle établit entre les Puissances dont les sujets visitent ces contrées, une certaine parité à laquelle nous ne saurions renoncer sans froisser un sentiment national, vu que les sujets russes ont de temps immémorial fréquenté ces parages et y ont créé à diverses reprises et nommément à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, des établissements fixes qui ont consacré aux yeux de l'opinion publique russe, la conviction de titres au moins égaux à ceux des autres nations.

Le Ministère Impérial verrait d'autant moins de raisons pour modifier un état des choses sanctionné par plusieurs siècles et par des faits positifs qu'il semble d'ailleurs pouvoir parfaitement se consilier avec les projets de colonisation que le Gouvernement Suédois désire entreprendre dans un but scientifique dont l'utilité mérite les sympathies générales.

Dans la situation internationale actuellement faite à ce groupe d'îles par un commun accord, chacune des Puissances dont les nationaux visitent cette contrée et s'y livrent sans obstacles à la chasse ou à la pêche, a, comme le Gouvernement Suédois, la pleine faculté d'établir une colonie fixe sur tel point qu'elle jugerait avantageux. Or, cette situation se trouverait essentiellement altérée par une prise de possession exclusive. En outre, dans l'état présent des choses, la fondation d'une colonie partielle n'impliquerait pas nécessairement la prise de possession du tout, pas plus que les établissements que les sujets russes y ont créés jadis et dont les traces subsistent encore, n'ont été invoqués par le Gouvernement Impérial comme un titre à la possession exclusive de cet Archipel.

On ne saurait méconnaître la légitimité du désir, témoigné par le Gouvernement Suédois, d'assurer autant que possible la pleine sécurité de l'établissement qu'il a en vue de créer.

Pour satisfaire à ce vœu et maintenir en même temps la parité complète du droit éventuel des autres Puissances quant à la création d'établissements analogues, il semblerait suffisant que de part et d'autre on s'engageât à respecter ces colonisations partielles toutes les fois qu'elles seraient établies et aussi longtemps qu'elles subsisteraient, sans préjudice du droit absolu des nationaux des autres Puissances soit de s'établir sur d'autres points de l'archipel, soit de se livrer librement comme par le passé à l'exploitation des ressources de tout genre que la contrée peut offrir.

Le Ministère Impérial ne verrait pour sa part aucun obstacle à contracter un pareil engagement. Il est d'avis que des établissements partiels créés dans ces conditions, garantis par le bon vouloir mutuel des Puissances intéressées, pourraient offrir à toutes, non seulement au point de vue de la science, mais encore à celui du commerce et de l'industrie, dans ces régions inhospitalières, une utilité plus efficace et plus pratique, qu'une prise de possession exclusive qui, indépendamment des questions insolubles de droit qu'elle soulèverait, pourrait encore, avec le temps, et dans certaines circonstances, provoquer des conflits d'intérêt.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les conclusions auxquelles nous a amené un examen attentif de la question.

Ces conclusions ayant été soumises à Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Maître, et ayant obtenu la sanction de Sa Majesté Impériale, je me fais un devoir de Vous les communiquer en Vous priant de vouloir bien les porter à la connaissance du Gouvernement de Suède et de Norvège.

3.

**Nota Шведско-Норвежскаго Посланника въ С.-Петербургѣ
Генерала Біорнштіерна**

16.28 Юня 1872 года.

Il Vous est déjà connu que les Représentans du Roi auprès des Puissances maritimes du nord de l'Europe avaient été chargés, l'année dernière, de pressentir les dispositions des dites Cours regardant une prise de possession éventuelle des îles Spitzberg au nom des Royaumes Unis.

Mon Gouvernement a toute raison de se féliciter des sentiments amicaux exprimés dans les réponses reçues à ce sujet, nommément dans celle dont V. E. a été l'organe.

Désireux de ne blesser, en quoi que ce soit, des susceptibilités légitimes chez d'autres nations et encore moins de léser des intérêts préexistants le Gouvernement du Roi dont l'intention du reste n'a jamais été d'empêcher aucune nationalité de se fixer au Spitzberg, s'est décidé, en présence des considérations développées dans la réponse du Gouvernement Impérial, de renoncer au projet d'annexion de ce groupe d'îles.

Il reconnaît aussi que le but dans lequel il s'adressa aux Gouvernements étrangers, pourra être atteint de la manière indiquée dans la note de V. E. du 15/27 Mai 1871 au moyen d'un engagement réciproque de respecter des colonisations partielles, toutes les fois qu'elles seraient établies et aussi longtemps qu'elles subsisteraient, sans préjudice du droit absolu des nationaux des autres Puissances soit de s'établir sur d'autres points de l'archipel, soit de se livrer librement, comme par le passé, à l'exploitation des ressources de tout genre que la contrée peut offrir.

C'est en pleine conformité avec cette opinion que le Gouvernement du Roi a sanctionné les statuts d'une compagnie ayant l'intention de fonder au Spitzberg un établissement dont le but sera, en même temps, de faciliter les explorations scientifiques dans les régions arctiques, qui en ce moment occupent vivement l'attention du monde savant et d'exploiter les gisements minéraux que la contrée peut renfermer.

Cette compagnie sous le nom d'«Isfjorden» a exprimé son intention d'établir la colonie en question sur une étendue de terrain d'environ 4 milles carrés géographiques entre la baie de Klaas Billen, le Nordfjord et la baie Dickson sur la côte ouest du Spitzberg, et voulant s'assurer la possession du terrain ainsi limité, regardé comme indispensable à la réalisation d'une colonisation entreprise également dans l'intérêt de la science et de l'industrie, elle a sollicité l'intervention du Roi afin d'obtenir pour ce terrain la protection du droit des gens.

Le Roi, mon Auguste Souverain, qui s'intéresse vivement aux projets de la dite compagnie, n'a pas hésité d'accorder cette demande. Sa Majesté est persuadée que, si la colonisation réussit et tant qu'elle continuera à exister, la compagnie Isfjorden obtiendra auprès de toutes les nations civilisées et particulièrement de la part du Gouvernement Impérial, la protection que ses aspirations pacifiques doivent lui assurer et que le droit international ne saurait lui refuser.

En même temps que j'ai l'honneur de porter ces faits à la connaissance du Gouvernement Impérial, en sollicitant sa haute protection pour l'entreprise en question, je profite de l'occasion, etc.

4.

**Нота Товарища Министра Иностранныхъ Дѣлъ Тайн.
Сов. Вестмана на имя Шведско-Норвежскаго Посланника
въ С.-Петербургѣ**

30 Юня/12 Юля 1872 года.

Par la note du 16/28 courant que Vous avez bien voulu m'adresser, Vous m'avez fait part de la résolution prise par le Gouvernement Suédois de renoncer au projet d'annexion des îles du Spitzberg, à la suite des considérations développées dans la note du Cabinet Impérial du 15 Mai

de l'année dernière, et contenant l'exposition de notre point de vue sur ce sujet.

Le Cabinet Impérial est heureux de voir celui de Stockholm partager sa manière de voir et reconnaître avec nous, que le but qu'il poursuit, pourra être plus sûrement atteint par l'engagement réciproque de respecter les colonisations partielles, toutes les fois qu'elles seraient établies au Spitzberg, et aussi longtemps qu'elles subsisteraient, sans préjudice du droit absolu des nationaux des autres Puissances, soit de s'établir sur d'autres points de l'archipel, soit de se livrer librement comme par le passé à l'exploitation des ressources que la contrée peut offrir.

Vous m'informez en outre, mon Général, qu'à la suite de cette résolution et en pleine conformité avec l'opinion ci-dessus exprimée, Sa Majesté le Roi a sanctionné les statuts de la compagnie «Isfjorden», qui a l'intention de fonder au Spitzberg, entre la baie de Kloos Billen, le Nordfjord et la baie Diekson, un établissement dont le but sera en même temps de faciliter dans les régions arctiques les explorations scientifiques, et d'exploiter les gisements minéraux que la contrée peut renfermer.

Cette compagnie ayant sollicité l'intervention du Roi afin d'obtenir pour le terrain qu'elle occupera la protection du droit des gens, Sa Majesté a bien voulu acquiescer à cette demande, persuadée que tant que cette colonisation subsistera, elle trouvera auprès des nations civilisées la protection que ses aspirations pacifiques doivent lui assurer, et que le droit international ne saurait lui refuser.

Le Gouvernement Impérial ne peut qu'applaudir au but élevé que poursuit en partie la compagnie «Isfjorden»; de plus le principe sur lequel elle repose étant pleinement conforme au point de vue exposé dans la note du 15 Mai 1871, le nouvel établissement est sûr de rencontrer en toute occasion le bon vouloir du Gouvernement Impérial et son respect pour le droit des gens, dans tous les rapports qui pourraient s'établir entre les sujets de Sa Majesté l'Empereur et la compagnie. D'ailleurs comme d'après le principe même de sa fondation cette compagnie ne fera que se conformer à l'état de choses existant depuis longtemps dans cet archipel, les relations des colons des différentes nations qui le visitent ou y séjournent, plus ou moins longtemps, ne pourront en éprouver aucune altération.

5.

**Письмо Управляющаго Министерствомъ Иностранныхъ Дѣлъ
Гофмейстера Графа Ламздорфа
на имя Императорскаго Посланника въ Стокгольмѣ**

21 Сентября 1896 года, за № 8110.

Въ иностранныхъ газетахъ появились извѣстія изъ Христианіи о существующемъ, будто бы, въ Норвегіи предположеніи завладѣть Шпиц-

бергеномъ. Такая мѣра вызывалась будто бы постоянно увеличивающимися интересами Норвегіи на этомъ островѣ и отсутствіемъ тамъ какой-либо власти.

Какъ извѣстно Вашему Высокопревосходительству, вопросъ о присоединеніи Шпицбергена къ Скандинавіи возбуждается уже не въ первый разъ. Въ 1871 году Шведское Правительство обратилось къ намъ съ заявленіемъ намѣренія присоединить къ своимъ владѣніямъ группу острововъ Шпицбергенъ, съ цѣлью основать тамъ колонію изъ жителей Сѣверной Норвегіи. Колонія эта предназначалась для содѣйствія отправляющимся въ полярныя страны ученымъ экспедиціямъ.

Происходившая по этому поводу съ Шведскимъ Посланникомъ въ С.-Петербургѣ переписка была сообщена, для свѣдѣнія, Императорской Миссіи въ Стокгольмѣ при отношеніяхъ отъ 21 Мая 1871 г. и 17 Юля 1872 г.

Въ этой перепискѣ съ достаточною убѣдительною изложены соображенія, на основаніи которыхъ Императорское Правительство не находило въ то время желательнымъ занятіе помянутыхъ острововъ исключительно одной Швеціей, которая и отказалась вслѣдствіе сего отъ своего первоначальнаго предположенія.

Основываясь на томъ, что Шпицбергенъ фактически не состоитъ во владѣніи никакой Державы, и въ силу его географическаго положенія, Русское Правительство сохранило за собою право устраивать, если окажется нужнымъ, въ любомъ мѣстѣ острововъ поселенія, а также полную свободу для нашихъ промышленниковъ заниматься въ Шпицбергенскомъ архипелагѣ безпрепятственно и безъ ограниченія всякими промыслами.

Не усматривая и нынѣ повода измѣнить свой взглядъ по вопросу о Шпицбергенѣ, Министерство было бы весьма признательно Вашему Высокопревосходительству за доставленіе тѣхъ свѣдѣній, которыя Вы могли бы собрать относительно достовѣрности слуховъ о новыхъ притязаніяхъ Норвежцевъ на исключительное обладаніе этимъ архипелагомъ.

6.

Депеша Императорскаго Посланника въ Стокгольмѣ,
Д. Т. С. Зиновьева

5/17 Октября 1896 года, № 34.

Освѣдомившись изъ шведскихъ газетъ о приписываемомъ Норвежцамъ намѣреніи завладѣть группою Шпицбергенскихъ острововъ, я счелъ долгомъ, еще до полученія письма графа Владиміра Николаевича Ламздорфа отъ 21 минувшаго сентября за № 8110, разузнать, въ какой степени извѣстіе это заслуживаетъ вниманія. Изъ полученныхъ

мною свѣдѣній я усмотрѣлъ, что означенный замыселъ совершенно чуждъ правительственнымъ сферамъ. Подъ вліяніемъ всеобщаго восторга, вызваннаго успѣхомъ экспедиціи Фритіофа Нансена, нѣкоторые норвежцы стали думать, что отнынѣ странѣ ихъ слѣдуетъ обезпечить себѣ руководящую роль во всѣхъ предпріятіяхъ, имѣющихъ цѣлью изслѣдованіе полярныхъ странъ, и что, въ этихъ видахъ, было бы полезно создать на Шпицбергенѣ постоянную станцію, которая могла бы служить исходнымъ пунктомъ всѣхъ будущихъ сѣверныхъ экспедицій. Одновременно съ этимъ возникло и предположеніе построить на Шпицбергенѣ гостиницу для посѣщающихъ мѣстность эту туристовъ, число коихъ, какъ меня увѣряютъ, ежегодно увеличивается. Всѣ эти проекты не вышли пока изъ области предположеній и въ Шведско-Норвежское Министерство Иностранныхъ дѣлъ не поступило никакихъ заявленій, которыя могли бы дать поводъ заключить, что Норвежцы задались мыслью овладѣть Шпицбергеномъ.

Получивъ упомянутое выше письмо, я призналъ не лишнимъ еще разъ провѣрить точность полученныхъ мною свѣдѣній и потому обратился къ вернувшемуся на дняхъ изъ отпуска Шведско-Норвежскому Министру Иностранныхъ Дѣлъ съ запросомъ: извѣстно ли ему что-либо о приписываемомъ газетами Норвежцамъ намѣреніи. Графъ Дугласъ подтвердилъ все то, что уже мнѣ было извѣстно, и присовокупилъ, что, по просьбѣ пребывающаго въ Стокгольмѣ Норвежскаго Статсъ-Министра, обратившаго вниманіе на тѣ же газетные слухи, онъ счелъ долгомъ сообщить послѣднему переписку по вопросу о Шпицбергенѣ, которая размѣнена была между Императорскимъ Министерствомъ и Шведско-Норвежскимъ Представителемъ въ С.-Петербургѣ въ 1871 и 1872 годахъ. По этому поводу я замѣтилъ графу Дугласу, что Правительство Государя Императора продолжаетъ держаться высказаннаго имъ въ сообщеніяхъ на имя Генерала Біорнштіерна взгляда и полагаетъ необходимымъ сохранить за Шпицбергеномъ характеръ нейтральной территоріи.

7.

Депеша Императорскаго Посланика въ Христіаніи

Д. С. С. Крупенскаго

24 Мая/6 Іюня 1906 года, № 14.

Въ донесеніи отъ 7/20 февраля с. г. за № 5, я, согласно съ данными мнѣ инструкціями, сообщилъ Императорскому Министерству свѣдѣнія о компаніяхъ, которыя въ настоящее время занимаются или предполагаютъ заниматься добычею угля на Шпицбергенѣ. Въ виду не только коммерческаго, но и политическаго значенія этихъ компаній, работающихъ при помощи американскихъ и англійскихъ капиталовъ и

могущихъ, вслѣдствіе этого, разсчитывать, при извѣстныхъ обстоятельствахъ, на поддержку Великобританіи и Сѣверо-Американскихъ Соединенныхъ Штатовъ, я испросилъ дальнѣйшихъ указаній Министерства.

Въ отвѣтномъ письмѣ отъ 25 Марта с. г. за № 3407, графъ Ламздорфъ препроводилъ ко мнѣ всю переписку 1871 и 1872 г.г. съ Шведско-Норвежскимъ Посланникомъ въ С.-Петербургѣ, въ которой излагалась точка зрѣнія Императорскаго Правительства на политическое положеніе Шпицбергенскаго архипелага, признаваемаго и Шведско-Норвежскимъ Правительствомъ не принадлежащимъ никому. Какъ Россія, такъ и Швеція-Норвегія обязывались при этомъ уважать всѣ частныя предпріятія на Шпицбергенѣ безъ нарушенія этимъ права подданныхъ другихъ Державъ селиться равнымъ образомъ въ другихъ частяхъ острова и заниматься разработкою его естественныхъ богатствъ.

Нашъ взглядъ на Шпицбергенскій вопросъ былъ еще разъ подтвержденъ Стокгольмскому Кабинету въ 1896 году. Въ виду же отдѣленія Норвегіи отъ Швеціи и возникновенія новыхъ коммерческихъ компаній на Шпицбергенѣ, графъ Ламздорфъ предписалъ мнѣ, въ вышепомянутомъ письмѣ своемъ, ознакомить Норвежскаго Министра Иностранныхъ Дѣлъ съ нашей точкой зрѣнія и о послѣдующемъ сообщить Императорскому Министерству.

Вслѣдствіе этого, я, при первомъ же свиданіи съ Г. Левландомъ, изложилъ ему всѣ происходившіе по вопросу о Шпицбергенскомъ архипелагѣ переговоры и, по его желанію, оставилъ ему памятную записку, при семъ въ копіи прилагаемую. Министръ Иностранныхъ Дѣлъ, поблагодаривъ меня за сообщеніе, завѣрилъ меня самымъ положительнымъ образомъ, что Норвежское Правительство не питаетъ никакихъ заднихъ мыслей относительно Шпицбергена и, вполне и безусловно, признаетъ соглашенія 1871 и 1872 г.г. Онъ обѣщаль доставить мнѣ также памятную записку объ этомъ, по полученіи которой я не премину препроводить ее къ Вашему Высокопревосходительству.

«При самомъ строгомъ соблюденіи нашихъ соглашеній, мы, однако, намѣрены, прибавилъ Министръ, по *тримъру* *прежнихъ лѣтъ*, во время лѣтняго сезона, когда туристы посѣщаютъ островъ, перевозить почту на нашихъ пароходахъ, которые поддерживаютъ сообщеніе между Норвегіей и Шпицбергеномъ. На этой перевозкѣ писемъ и пакетовъ не можетъ, разумѣется, основываться какое-бы то ни было право или преимущество Норвегіи».

Смѣю думать, что съ нашей стороны противъ этого возраженій не будетъ. Разумѣется, подъ предположеніемъ и условіемъ, чтобы почта и впредь передавалась въ Норвегію какъ-бы частнымъ образомъ и уже отсюда пересылалась далѣе, и чтобы особыхъ Шпицбергенскихъ почтовыхъ марокъ, о которыхъ, впрочемъ, пока и рѣчи нѣтъ, не вводилось, такъ какъ это было-бы проявленіемъ Норвежскаго суверенитета.—Эта пересылка писемъ является простой необходимостью и мо-

жетъ быть предоставлена всякому пароходу, подъ какимъ бы флагомъ онъ ни плавалъ. На практикѣ же сообщеніе съ-континентомъ поддерживается только Норвежцами.

P. S. Настоящее донесеніе уже было подписано, когда Г. Левландъ мнѣ прислалъ въ подлинникѣ при семь прилагаемую записку, составленную въ той же формѣ, какъ и моя вышепомянутая памятная записка, въ которой онъ признаетъ безъ всякихъ оговорокъ обязательность для Норвежскаго Правительства нашихъ соглашеній съ Швеціей и Норвегіей 1871—1872 г.г.

Приложеніе I.

Копія съ памятной записки Д. С. С. Крупенскаго Норвежскому Министру Иностранныхъ Дѣлъ 21 Апрѣля/4 Мая 1906 года.

Les journaux norvégiens ont dernièrement informé leurs lecteurs qu'avec le concours de capitaux étrangers des compagnies s'étaient formées à Trondhjem et à Bergen, pour l'exploitation du charbon et autres richesses minières du Spitzbergen. Je ne crois pas inutile, à cette occasion, de rappeler l'accord intervenu entre les Cabinets de St. Pétersbourg et celui de Stockholm au sujet du status politique de l'archipel de Spitzbergen.

Au commencement de 1871, le Gouvernement Suédo-Norvégien avait été saisi d'un projet de colonisation permanente de ces îles et sollicité, afin d'assurer à cette colonie la jouissance des établissements fondés par elle, de prendre possession formelle de l'archipel. Toutefois, avant d'y procéder, il a voulu s'enquérir, si aucune des Puissances qui y a des intérêts n'aurait à élever des objections. Le Gouvernement Russe, rendant pleinement justice aux sentiments qui ont porté le Gouvernement Suédo-Norvégien à prendre sous ses auspices les explorations entreprises dans ces régions, n'a cependant pas pu ne pas prendre en considération que les questions de droit, comme le relevait le Cabinet de Stockholm lui-même, étaient tellement obscures, qu'il eût été impossible de les résoudre. Dès lors, il lui a paru plus pratique de ne point les aborder et de se borner à la situation de fait, maintenue par un accord tacite entre Gouvernements qui considèrent ce groupe d'îles comme jouissant d'un status politique spécial. Accessible à tous ceux qui en veulent exploiter les ressources naturelles, il ne saurait appartenir à personne. Cette situation ne lèse aucun droit et établit entre les Puissances dont les sujets visitent ces contrées, une certaine parité à laquelle le Cabinet Impérial ne saurait renoncer, d'autant plus que les sujets russes ont de temps immémorial fréquenté ces parages et y ont créé à diverses reprises et nommément à la fin du XVIII et au commencement du XX siècle des établissements fixes qui ne sont pas des titres moindres à ceux d'autres nations.

Mais pour faciliter les colonisations partielles de ces îles et les entreprises qui pourraient y naître et maintenir en même temps la parité complète des droits de toutes les Puissances il a paru au Gouvernement Impérial suffisant „qu'on s'engageât de part et d'autre à respecter les colonisations partielles toutes les fois qu'elles seraient établies et aussi longtemps qu'elles subsisteraient sans préjudice du droit absolu des nationaux des autres Puissances, soit de s'établir sur d'autres points de l'archipel, soit de se livrer librement, comme par le passé, à l'exploitation des ressources de tout genre que la contrée peut offrir“.

Ce point de vue ayant été communiqué à l'Envoyé Suédo-Norvégien à St.-Pétersbourg, le Cabinet de Stockholm y a accédé complètement et son acquiescement a été notifié au Cabinet Impérial par une note de son Ministre en Russie du 16/28 Juin 1872.

Par cette note le Gouvernement du Roi de Suède et Norvège „a renoncé au projet d'annexion de ce groupe d'îles et reconnu que le but poursuivi par lui pourra être atteint de la manière indiquée par le Cabinet de St.-Pétersbourg“. En même temps le Général de Biornstjerna demandait au Gouvernement Impérial sa protection pour la compagnie Isfjorden dont les statuts venaient d'être sanctionnés „en pleine conformité avec l'opinion du Gouvernement Russe“.

Le Cabinet Impérial, heureux de voir celui de Stockholm partager sa manière de voir, a pris acte de la communication du Général Biornstjerna par une note qu'il a adressée au Ministre Suédo-Norvégien en date du 30 Juin/12 Juillet 1872 sub № 4459.

Depuis lors, rien n'est venu modifier le point de vue du Gouvernement Russe, accepté et partagé par le Gouvernement Suédo-Norvégien, que le Représentant de la Russie à Stockholm a eu du reste l'occasion de confirmer une fois de plus en 1896 au Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté Suédo-Norvégienne.

Si j'y reviens aujourd'hui sous une forme toute personnelle, c'est qu'il se pourrait que l'échange de notes dont je viens de faire mention ait échappé à l'attention du Gouvernement Royal sollicitée par des intérêts plus urgents et qu'il me serait agréable de pouvoir communiquer au Gouvernement Impérial que le Cabinet de Christiania n'ignore pas l'accord de 1872 et continue à s'y associer.

Приложение 2.

Копія записки Норвежскаго Министерства Иностраннхъ Дѣлъ на имя Императорской Миссии въ Христианіи 6 Іюня н. ст. 1906 года.

A l'occasion de nouvelles répandues dans les journaux norvégiens au sujet de la fondation de compagnies norvégiennes pour l'exploitation du charbon et des autres richesses minières de l'archipel du Spitzberg la Lé-

gation Impériale de Russie, par une communication verbale, a rappelé au Ministère des Affaires Etrangères l'accord intervenu entre les Cabinets de Christiania et de Stockholm et celui de St.-Pétersbourg au sujet au status dudit archipel.

En réponse le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de confirmer à la Légation Impériale que le Gouvernement Norvégien s'est toujours considéré engagé par l'interprétation donnée dans les notes échangées en 1871 et 1872 à ce sujet de même qu'il continuera toujours de s'y associer.

8.

Нота Норвежскаго Посланника въ С.-Петербургѣ Г. Пребенсена

13/26 Февраля 1907 года.

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur d'avoir recours à l'intermédiaire bienveillant de Votre Excellence afin d'attirer l'attention du Gouvernement Impérial sur la situation actuelle du *Spitzbergen* et des îles adjacentes ainsi que du *Bjorneoen* (Barents Island, Bear Island, Bæreninsel) dans la mer Glaciale Arctique, situation qui par son manque de sécurité est préjudiciable aux intérêts des sujets des différents pays, qui y cherchent des sources de revenu.

Ce sont des industries de différente nature qui sont exercées dans lesdites îles et leurs parages, telles que: la pêche de la baleine, la chasse aux morses, aux phoques, à l'ours blanc, aux renards et aux rennes; depuis quelque temps l'exploitation houillère y joue un certain rôle. Il est aussi à relever que les îles sont visitées par des touristes. Il est vrai que les visites des touristes ne sont pas nombreuses et que les différentes industries ne sont pas d'une importance très remarquable, mais le développement a été assez grand pour donner lieu à des conflits—ainsi qu'il était aussi à prévoir—entre des intérêts opposés, entre des personnes ou sociétés qui se livrent aux dites industries, ou entre les industriels et les touristes. Cependant, comme Votre Excellence le sait, les îles sont privées de toute organisation judiciaire—tant criminelle que civile—pouvant servir à prévenir de telles collisions ou à sauvegarder les intérêts légitimes des particuliers.

Ce qui surtout se fait sentir c'est l'absence de règles concernant le droit de propriété et d'usage privé: droit d'occupation, de chasse, d'exploitation des minéraux etc.

Un tel état de choses ayant provoqué des plaintes de la part de sujets norvégiens et étrangers, mon Gouvernement croit devoir y attirer l'obligeante attention de Votre Excellence, en relevant qu'il serait désirable